Zeitschrift: Domaine public

Herausgeber: Domaine public

Band: - (1974)

Heft: 261

Artikel: Pourquoi ont-ils répondu "oui" à Schwarzenbach? : La présence des travailleurs étrangers en Suisse : une goutte d'eau dans une mer de mécontentements

Autor: [s.n.]

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1026376

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 03.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Pourquoi ont-ils répondu «oui» à Schwarzenbach?

La Suisse italienne elle-même n'est pas épargnée. Une nouvelle section du « Mouvement national » vient d'être constituée à Lugano et a pris aussitôt position contre la « campagne de dénigrement » des idéaux de l'Action nationale lancée par les moyens de communication de masse: les mouvements xénophobes investissent peu à peu la Suisse entière, jusqu'aux régions où la langue n'est pas un obstacle aux contacts entre les travailleurs étrangers et les autochtones.

Au moins jusqu'au verdict populaire qui sanctionnera la consultation sur la troisième initiative lancée par Schwarzenbach et ses amis, les votations fédérales, cantonales, voire communales, se dérouleront dans toute la Suisse peu ou prou sous le signe des travailleurs immigrés. Dans le canton de Vaud, par exemple, comme cela s'est déjà produit dans une dizaine d'autres cantons, l'extrême droite n'a pas besoin d'un autre drapeau que celui de la lutte contre l'« emprise étrangère » pour briguer des sièges au législatif cantonal, alors même que la politique en la matière est du ressort de la Confédération.

Les mouvements xénophobes exploitent un filon unique dont l'importance a été révélée au grand jour ce 7 juin 1970, lors de la votation sur l'initiative de l'Action nationale sur la pénétration étrangère; mais on s'est rendu compte que la présence des travailleurs étrangers sur le sol helvétique n'est qu'une composante parmi beaucoup d'autres de cette mauvaise humeur latente dont tirent profit l'Action nationale et les Républicains (une étude des motifs des partisans de la deuxième initiative avait donné, dès janvier 1971, des bases solides à cette analyse).

Dans DP 258, nous soulignions que pour enlever à Schwarzenbach et à ses amis les conditions de leurs succès, il faut leur opposer un programme d'action qui tienne compte des causes les plus importantes du mécontentement populaire et qui ne se borne pas à lutter contre ses effets, la xénophobie et la peur.

Dans cette perspective, l'enquête dont nous résumons ci-dessous les principaux développements (même si elle date déjà puisqu'elle a été réalisée il y a quatre ans à Berne sous la direction de M. V. Gawronski à Berne) fixe un certain nombre de points de repères. Fondé sur de multiples entretiens, tant avec des secrétaires d'associations patronales et syndicales, journalistes, parlementaires et magistrats qui avaient pris une part active à la campagne, qu'avec des partisans de l'initiative appartenant aux régions et aux milieux sociaux les plus divers, ce travail est destiné avant tout à prendre le pouls de l'opinion, sans être un sondage à proprement parler. Il a l'avantage d'établir un constat en prise directe avec la vie quotidienne, constat qui, les arguments des xénophobes n'ayant guère changé, conserve toute sa valeur. On notera combien la « solution » de l'extrême-droite paraît inadéquate, inutilisable, face aux mécontentements qu'elle cristallise.

La présence des travailleurs étrangers en Suisse une goutte d'eau dans une mer de mécontentements

L'enquête de Gawronski présente une description des motifs, multiples et souvent contradictoires, des partisans de l'initiative, une description qui se veut neutre, sans jugement critique. L'éventail des « oui » à Schwarzenbach, selon les enquêteurs, va ainsi d'une réaction de peur à ce qui est « différent » au manque de confiance dans les autorités, en passant par exemple par l'angoisse face à la pénurie de logements ou la difficulté des contacts linguistiques.

1. ANTIPATHIES, PEUR DE CE QUI EST « DIFFÉRENT » NATIONALISME ET RACISME

« Je n'ai rien contre les étrangers, mais j'estime tout simplement qu'ils sont trop nombreux », un sentiment, formulé en de multiples variantes, dont les enquêteurs ont eu l'écho dans les milieux les plus divers. Nombre d'adversaires décidés de l'initiative le partagent du reste, mais chez eux, d'autres considérations l'ont emporté.

Plus les contacts avec les étrangers sont étroits, plus la promiscuité est grande et plus les réactions négatives sont fortes, encore que cette règle comporte de nombreuses exceptions.

Parmi les travailleurs, ces réactions sont particulièrement vives : ils passent l'essentiel de leur vie active, et dans un espace relativement limité, avec des immigrés (les incidents et heurts sur les lieux de travail, dans l'autobus, dans l'escalier de l'immeuble, au café, sont amplifiés à l'envi et généralisés; ils alimentent ainsi les ressentiments et les préjugés).

DANS LES ENTREPRISES

Un nombre élevé de travailleurs ont soutenu l'initiative (contre l'avis de leurs organisations professionnelles); de manière générale, la proportion des acceptants a été d'autant plus élevée que le niveau des qualifications professionnelles était plus bas (voir annexe au verso). Les enquêteurs notent la conjonction d'un grand nombre de facteurs divers qui expliquent ces prises de position:

a) Inadaptation et manque de solidarité. — *On a très largement reproché aux travailleurs étrangers de ne guère se soucier des règlements d'entreprises et des dispositions légales et contractuelles. Leur « indifférence à l'égard des syndicats », leur refus de s'organiser, ont fortement indisposé de nombreux travailleurs suisses: « Les étrangers paralysent l'action syndi-*

Les autres milieux de la population — les employés, les personnes indépendantes, les agriculteurs, les fonctionnaires — n'ont pas de contacts aussi suivis et aussi étroits avec des étrangers, de sorte qu'ils sont moins tentés de réagir de manière aussi affective que les ouvriers. Dans ces milieux également, ce sont les esprits les moins « cultivés » qui cèdent avant tout à cette irritation : tout ce qui sort de la « norme » la provoque.
En définitive cependant, bien qu'il faille se garder de sous-estimer ces manifestations de xénophobie — avouée ou latente — on peut tenir pour certain que l'initiative aurait été repoussée de manière plus massive si d'autres arguments n'avaient milité en sa faveur.

2. CONTACTS LINGUISTIQUES DIFFICILES

La différence des langues multiplie en permanence des malentendus, fait naître des rancunes qui séparent toujours plus profondément les individus. Nombre de Suisses en concluent que l'étranger ne met aucune bonne volonté à apprendre la langue de la région. En Suisse alémanique, les contacts sont d'autant plus difficiles que personne ne veut renoncer au dialecte (plus délicat à assimiler que l'allemand); en Suisse romande, les difficultés linguistiques sont nettement moins marquées, à tout le moins dans les rapports avec les Italiens et les Espagnols.
Tandis que, dans l'entreprise, nationaux et étrangers finissent par s'arranger et par communiquer de manière plus ou moins satisfaisante avec un vocabulaire rudimentaire, un sabir « professionnel », les contacts sont plus difficiles en dehors du travail, au guichet des administrations, dans les grands magasins, dans les moyens de transports, etc. Il est incontestable, selon cette enquête, que ces difficultés linguistiques et la nervosité qu'elles provoquent ont amené de l'eau au moulin de l'initiative. Que l'on songe par exemple à la forte proportion des agents PTT et des CFF qui l'ont acceptée — encombrement des convois ou surcroît de travail exigé par des lettres et paquets à l'adresse incomplète — ou au pourcentage élevé et inattendu du corps enseignant (au degré primaire avant tout) qui aurait donné son adhésion à l'initiative pour marquer son mécontentement face aux difficultés grandissantes auxquelles se heurte la transmission du savoir.

3. NOMBRE EXCESSIF D'ÉTRANGERS ET SURPOPULATION — DÉGRADATION DE L'ENVIRONNEMENT

« Le Plateau suisse, de Genève à Romanshorn, ne constitue plus qu'une seule ville » — « Les espaces verts disparaissent les uns après les autres » — « La Suisse est trop petite pour absorber l'excédent de la population des pays voisins » — « La promiscuité nourrit l'agression ». Des arguments parmi d'autres, dont on s'est prévalu fréquemment et qui émanaient principalement des milieux aisés et des intellectuels (des réactions largement répandues également parmi les employés et les fonctionnaires) : à nombre de partisans de l'initiative, la « Suisse promise de dix millions d'habitants » apparaît comme un cauchemar.

● **SUITE ET FIN DU TEXTE AU VERSO**

cale et bloquent le progrès social ! » Face à l'accroissement constant de la proportion de travailleurs non organisés, les syndicats ont craint parfois de n'être plus en mesure d'assurer l'application des dispositions contractuelles, de garantir la paix du travail.
b) Les salaires seraient-ils plus élevés s'il y avait moins d'étrangers ? — *Les avis, selon les enquêteurs, divergent fortement quant au rôle que les salaires ont pu jouer dans l'adhésion à l'initiative; il ressort cependant nettement d'après leur travail que la plupart des ouvriers interrogés estiment que la main-d'œuvre étrangère a exercé, à tout le moins, une pression sur les salaires; ils n'ont pas oublié certaines déclarations, officieuses ou officielles, qui qualifiaient l'afflux de travailleurs étrangers d'indispensable pour prévenir une « explosion des salaires ».*
c) Le travail à la tâche et les heures supplémentaires. — *Pour des raisons d'ordre linguistique, les travaux à la tâche dont la réglementation est simple, sont confiés de préférence à des étrangers (ils exigent moins d'explications) et les autres aux travailleurs suisses qui s'estiment alors frustrés de certaines possibilités de gains. De surcroît, les étrangers qui se sentent isolés et désœuvrés hors de leur activité professionnelle, sont plus enclins que les Suisses à faire des heures supplémentaires.*
d) Les Suisses ne sont-ils pas suffisamment appréciés ? — *« On qualifie les immigrés d'indispensables, et nous ? » En assez grand nombre, des travailleurs suisses se sentent moins appréciés que les étrangers (un sentiment particulièrement vif parmi les non-qualifiés et les semi-qualifiés): maints travailleurs ont donné leur voix à l'initiative dans l'espoir qu'une réduction massive des effectifs étrangers serait suivie d'une « revalorisation » de la main-d'œuvre suisse.*
e) Autres sujets d'irritation. — *Un argument qui a trouvé un très large écho: l'industrie réalise de très gros profits grâce à la main-d'œuvre étrangère, alors que ce sont les contribuables et la collectivité qui couvrent les dépenses supplémentaires d'infrastructure consécutives à une immigration massive.*
— La crainte, largement répandue, que les étrangers, s'ils restent longtemps en Suisse, ne finissent par déloger les indigènes des bons emplois.
— Le fait que trop d'entreprises, quand des étrangers briguent une fonction qualifiée ou un poste de cadre, ne se soucieraient guère des certificats et des diplômes, alors qu'elles sont tatillonnes quand il s'agit de Suisses.

Une goutte d'eau dans une mer de mécontentements (suite)

Cette crainte est liée à celle d'une dégradation de l'environnement et au souci de le protéger. La pollution des eaux et de l'air, la destruction des sites avivent le malaise : le moment est venu de stopper l'augmentation de la population.

4. VOLONTÉ DE PRÉSERVER LE « VISAGE AIMÉ DE LA PATRIE » — UN PATRIOTISME CONSERVATEUR

La certitude se répand que le Suisse n'est plus « charbonnier maître chez lui ». Cette réaction, dérivée de la xénophobie, est due aux changements qui se sont succédé à un rythme rapide depuis la fin de la guerre : industrialisation accélérée, croissance tentaculaire des villes, augmentation du bruit, brassage de la population, etc. Les travailleurs étrangers sont rendus indirectement responsables de cette évolution pour la simple raison que leur nombre s'est accru en quelque sorte dans la mesure où elle a progressé. Les Suisses d'un certain âge (la majorité des acceptants avaient plus de quarante ou cinquante ans) restent allergiques, souvenir des années de guerre, à tout ce qui pourrait menacer la substance même du pays. Ce patrimoine conservateur, partagé également par nombre des adversaires de l'initiative, n'a pas été déterminant, mais a néanmoins pesé sur le résultat de la votation; il est dicté par des craintes très violemment ressenties, telle la crainte que les particularités ne soient écrasées sous le rouleau compresseur de l'uniformisation, par exemple. En définitve, on peut dire, selon les enquêteurs, que le souci de sauvegarder la « position particulière » de la Suisse — un pays « pas comme les autres » — de préserver l'indépendance politique et économique et d'écarter par conséquent toute « emprise étrangère », a impressionné les partisans de l'initiative.

5. INTÉGRATION ET ASSIMILATION

« L'excès de population étrangère n'est pas une question de sympathie ou d'antipathie, mais une question de mesure » : de manière générale, on doute que la Suisse soit capable d'intégrer et d'assimiler un nombre aussi élevé d'étrangers; on

---

ANNEXE

Un portrait d'un ouvrier suisse «xénophobe»

Dans une étude parue en septembre 1971 sous les auspices de la 2e Conférence démographique européenne, consacrée aux aspects démographiques et sociaux des migrations en Europe, H.-M. Hagmann, professeur à l'Université de Genève, dresse un « portrait-robot » de l'ouvrier suisse xénophobe [1] dont les traits rejoignent largement ceux définis dans l'enquête de Gawronski résumée ci-dessus.

Pour le professeur genevois, plus un ouvrier suisse se rapproche d'un ensemble de caractéristiques largement identifiables, plus ses chances sont grandes de figurer parmi ceux qui sont le plus xénophobes (nous ne reprenons que quelques-unes des variables mises en évidence, parmi les 23 citées):

— Moins le statut professionnnel est élevé (variable déterminante en dernière instance),
— moins la formation professionnelle et scolaire est poussée,
— moins les conditions de vie sont considérées comme bonnes,
— moins les conditions de travail sont considérées comme agréables,
— moins la volonté d'une égalité de salaires entre les sexes est grande,
— moins le désir de faire participer les étrangers à toutes les sociétés suisses est prononcé,
— moins les relations sociales en général sont considérées comme bonnes,
— moins l'attitude envers la contestation estudiantine est positive,
— plus l'adhésion et l'attachement aux syndicats sont importants,
— plus l'attachement aux traditions est important, etc.

Au chapitre de l'assimilation des étrangers en Suisse, H.-M. Hagmann tente, d'autre part, de cerner le type idéal du travailleur italien qui désire s'établir définitivement en Suisse; voici certaines de ses caractéristiques (parmi les 30 citées):

— Plus le statut professionnel est élevé (variable déterminante en dernière instance),
— plus la formation scolaire et professionnelle est poussée,
— plus la durée de séjour est longue,
— plus l'origine est voisine de l'Italie du Nord,
— plus la fréquentation de Suisses est importante,
— plus l'appartenance à des sociétés dont les membres sont en majorité suisses est grande,
— plus la langue française est connue,
— plus l'information est tirée de la presse et des mass media suisses et non italiens,
— plus le comportement et les attitudes politiques sont modérés,
— plus la pratique religieuse est fréquente,
— plus la modération et la conformité en général, sont marquées, etc.

[1] « Les immigrés italiens en Suisse : perspectives d'intégration et attitudes helvétiques » (rapport préliminaire, par Raphaël Bohnet et U. Windisch.

doute aussi de leur volonté d'assimilation, tout en reconnaissant que la population et les autorités n'ont pas fait grand-chose pour faciliter le contact avec eux, pour créer un climat de mutuelle compréhension.
Ici et là dans les milieux aisés, on a même exprimé la crainte qu'un fléchissement du niveau de la qualité des immigrés (des Italiens du Nord aux Italiens du Sud, exemple souvent développé) n'ait pour conséquence de faire baisser celui de la culture générale de la population indigène. On regrette aussi, pour les mêmes raisons, que les frontières se soient ouvertes trop largement au bénéfice des seuls représentants du bassin méditerranéen.

6. LES HYPOTHÈQUES QUI GRÈVENT L'INFRASTRUCTURE

La plupart des personnes interrogées estiment que les exigences « excessives » posées par la population immigrée à l'infrastructure (hôpitaux, écoles, moyens de transports, routes) figurent parmi les réalités qui ont engagé nombre de citoyens à accepter l'initiative. Au gré de généralisations qui restent la plupart du temps sans fondements statistiques ou rationnels, le sentiment s'est répandu que les nouveaux venus abusent des prestations de l'assurance-maladie et que ce sont eux, avant tout, qui encombrent les hôpitaux (des remarques semblables sont formulées au sujet des crèches et des jardins d'enfants).
Nombreux sont les parents qui sont d'avis que le personnel enseignant, trop absorbé par les étrangers, néglige les élèves suisses (les étrangers boucs-émissaires du désarroi devant les nouvelles structures de l'enseignement).
Nombreux sont ceux qui attribuent quasi automatiquement à l'« excès de population étrangère » certains des phénomènes caractéristiques du « boom économique » : embouteillages de la circulation, trains bondés, queues devant les guichets, réduction des services postaux, etc.

7. LA PÉNURIE DE LOGEMENTS

Les répercussions de la présence étrangère sur le marché locatif sont appréciées de façons fort diverses; on estime cependant généralement qu'une réduction du nombre des immigrés aurait pour effet d'atténuer la pénurie. Sont souvent cités tels et tels cas d'entreprises industrielles ayant acquis des immeubles et dénoncé les baux des ressortissants suisses pour y loger les travailleurs étrangers qu'elles auraient engagés. On note aussi que la coexistence entre Suisses et immigrés dans les grands immeubles locatifs crée souvent des tensions.

8. MALAISE DE LA PROSPÉRITÉ

Un nombre extraordinairement grand de personnes — qui ne voudraient cependant pas renoncer aux avantages de la prospérité — réagissent avec hostilité face à l'expansion de l'industrie, dans le secteur de l'exportation tout particulièrement, selon les enquêteurs, qui mettent ainsi en évidence une « crainte sourde face aux progrès de la technologie ».
Un malaise particulièrement vif parmi les personnes d'un certain âge. Un certain sentiment d'envie se manifeste à l'égard des jeunes qui bénéficient comme sans coup férir des avantages de la prospérité, un sentiment d'envie qui se reporte sur les immigrés qui ont automatiquement droit, « sans avoir fait aucun sacrifice préalable », à tous les fruits de cette prospérité et à toutes les prestations nouvelles des assurances sociales, par exemple.
Parmi les intellectuels et dans les milieux bourgeois, nombre de citoyens, bien qu'absolument acquis à la croissance économique, se sont prononcés pour l'initiative aux fins de contraindre l'industrie à intensifier la rationalisation (l'argument d'une restructuration de l'industrie a également été avancé) : « Une compression massive des effectifs étrangers fera l'effet d'un remède de cheval; l'industrie en a probablement besoin pour réformer ses structures et produire plus rationnellement ! »

9. LES AUTORITÉS INSPIRENT PEU DE CONFIANCE

Il a fallu attendre les décisions prises par le Conseil fédéral en mars 1970 en matière de population étrangère pour voir la confiance se rétablir quelque peu envers les autorités. Une forte proportion des citoyens, des travailleurs en particulier, sont cependant restés méfiants (nombre de citoyens, bien qu'ils n'aient pas été partisans des coupes sombres préconisées par l'initiative, l'ont néanmoins acceptée pour manifester en faveur d'une réduction raisonnable des effectifs étrangers).
On s'est aussi demandé de manière assez générale si l'arrêté du Conseil fédéral de mars 1970 aurait vu le jour si l'initiative n'avait pas été lancée et si elle n'avait pas éveillé aussitôt un aussi large écho.

10. EFFETS CONTRADICTOIRES DES MOTS D'ORDRE ET DES PROPAGANDES

Les enquêteurs notent enfin que la propagande massive d'adversaires dont l'éventail allait de l'extrême-gauche à l'extrême-droite a pu susciter quelque méfiance (il n'est même pas exclu que cette opposition sans failles ait engagé maints citoyens à voter « oui »). Il semble, en particulier que les arguments de ceux qui assimilaient l'acceptation de l'initiative à un « suicide collectif de l'économie » ou qui prédisaient un « effondrement de la prospérité » aient plutôt renforcé les positions des partisans de Schwarzenbach (lequel a également pesé dans la balance comme celui qui, aux yeux de beaucoup, était le seul qui ait osé affronter l'« establishment »).